

## Il faut choisir entre revenu minimum et salaire minimum

Jean-Marie Harribey<sup>1</sup>

Au lendemain de la votation citoyenne en Suisse (5 juin 2016) sur le projet de création d'un revenu inconditionnel, de nombreuses voix se sont exprimées en France afin de poursuivre la campagne en faveur de cette mesure. De *Libération* (7 juin 2016) au *Progrès social* (7 juin 2016 et 11 juin 2015), éditoriaux et articles faisaient chorus. Ils rejoignaient, à gauche, des convertis de longue date à *Mouvements*, *Politis*, *Charlie Hebdo*, *Le Monde diplomatique*, *L'Âge de faire*, et, ailleurs, beaucoup de magazines où la séduction opère également, *Sciences humaines*, *Socialter*, *Terra éco* ..., et même *Capital* commence à s'émouvoir de la chose. Autour d'*Alternatives économiques*, personne n'est d'accord : certains maintiennent leurs réticences ou opposition, un autre cache mal son adhésion en se demandant benoîtement si ce ne serait pas possible, un autre encore découvre que les femmes risqueraient d'être renvoyées à leurs fourneaux, alors que plusieurs organisations féministes le répètent depuis longtemps. Pendant ce temps, une grande partie des « alternatifs » s'enflamme pour la proposition, et les libéraux malins ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de la prise en charge collective d'une part de la rémunération de la force de travail. Quels problèmes pose le revenu minimum inconditionnel ?

### Le travail n'est pas fini

Court l'idée que nous devrions renoncer au plein emploi, pour les uns parce que le travail n'est pas un facteur d'insertion et de reconnaissance dans la société, ou parce que la révolution numérique condamnera la moitié des emplois à disparaître. La première assertion est totalement fautive et traduit une méconnaissance de ce qui fait société, en renvoyant chacun à la sphère individuelle. La seconde ne repose pas sur des enquêtes méthodologiquement fiables.<sup>2</sup> Et, surtout, même si les effets de l'économie numérique sur la productivité du travail étaient aussi importants que certaines études le disent, c'est oublier le rôle que pourrait jouer une réduction continue du temps de travail pour accompagner ce mouvement. Les deux assertions font en réalité l'impasse sur la crise du capitalisme qui est la cause du chômage et de la précarisation du travail.

Dans ce contexte de crise, la protection sociale existante est mise en cause de tous côtés. D'abord, parce qu'elle ne réussit pas à endiguer la montée de la pauvreté et de la précarité à mesure que grandit le chômage, bien qu'elle assure un filet de sécurité minimal en cumulant plusieurs aides : le RSA et l'allocation logement atteignent juste 750 € pour une personne seule auxquels s'ajoute la CMU. Ensuite, ce système d'aides comporte une telle complexité qu'elle ne facilite pas sa légitimité, au moment où toutes les forces capitalistes cherchent à l'enterrer définitivement. Mais pas plus que le travail n'est fini, la protection sociale n'a pas perdu sa raison d'être. Ce n'est pas son principe qui a failli, ce sont les conditions de sa pérennité qui sont atteintes par les coups de boutoir des politiques néolibérales.

On entend aussi dire que le revenu inconditionnel permettrait de sortir du productivisme en travaillant moins. Mais si, collectivement, on travaille moins, pour un niveau de

---

<sup>1</sup> Un extrait de ce texte a été publié dans *Le Progrès social*, n° 72, 25 juin 2016.

<sup>2</sup> L'étude la plus souvent citée est celle de Carl B. Frey, Michael A. Osborne, « The future of employment : How susceptible are jobs to computerisation ? », 17 September 2013, selon laquelle près de la moitié des emplois seraient menacés par l'automatisation aux États-Unis. [http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The\\_Future\\_of\\_Employment.pdf](http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf) Voir la critique de M. Husson, « Le grand bluff de la robotisation », *Alencontre*, 10 juin 2016. <http://alencontre.org/laune/le-grand-bluff-de-la-robotisation.html>

productivité donné, on produira moins, le revenu national diminuera et on ne voit pas comment on pourrait augmenter fortement les revenus distribués à chaque personne. Ce qui veut dire qu'entre la réduction du temps de travail de tous – dans un emploi partagé pour sortir du chômage et du productivisme – et le revenu d'existence qui s'ajouterait aux salaires, il faudra choisir.

### **L'inconditionnalité d'un droit ne crée pas de revenu**

Les partisans de gauche du revenu minimum d'existence s'étonnent ou s'offusquent de l'idée que seul le travail crée collectivement les revenus monétaires distribués dans une société. Victimes de l'idéologie libérale et du fétichisme de l'argent, certains croient (naïvement ?) que la finance crée de la valeur économique. D'autres s'imaginent qu'une activité individuelle libre accroît le revenu national. Or, une activité n'ajoute de la valeur que si elle est validée socialement, par le marché ou par décision politique collective. L'utilité sociale ne pouvant être auto-proclamée, la notion d'inconditionnalité est donc antagonique avec une validation sociale. Cela signifie que si un nouveau droit au revenu minimum est créé, le satisfaire impliquera que du travail validé soit effectué quelque part, qui permettra un nouveau transfert social.

Le « joueur de belote » vanté sur le site de France culture<sup>3</sup> comme créateur de valeur économique est le comble de l'idéologie qui mêle incompréhension et propagande à sens unique pour répandre une magistrale erreur de raisonnement économique. Celle-ci consiste à croire que le versement d'un revenu par l'État ou le lâchage de billets par un « hélicoptère » de la banque centrale valideraient les activités individuelles libres.<sup>4</sup> Or, dans la sphère non marchande, la validation des activités économiques tient dans une décision politique *a priori*, dont il résultera travail, production de valeur et distribution de revenu. Ainsi, par exemple, la décision de l'État d'apprendre à lire et à écrire aux enfants, ou bien celle d'une municipalité d'accueillir les enfants dans une crèche, sont suivies de l'embauche d'enseignants et de puéricultrices, dont le travail est validé socialement, et qui produisent des services et donc de la valeur, qui permet de verser des salaires. Une fois le produit national augmenté de cette fraction de produit non marchand, l'impôt vient en assurer *ex post* le paiement collectif.<sup>5</sup> Rien à voir avec un hélicoptère monétaire.

En lançant sa célèbre formule, presque sous forme de boutade, prônant l'embauche des chômeurs pour creuser des trous, puis les reboucher, Keynes n'était pas dupe. Il savait bien que ce travail ne créerait rien, mais il pensait que la dynamique viendrait du fait que le revenu des nouveaux embauchés stimulerait l'activité utile et le travail productif ailleurs. Cela signifie que la variation de la demande enclenchera, sous réserve de disponibilité de travailleurs et de moyens de production, une variation de la production et de revenu. Le versement d'un revenu d'existence à toute la population engendrerait-il le même mécanisme macroéconomique ? Oui, si ce versement anticipe un supplément de production. Or, par définition, le revenu de base inconditionnel s'abstrait de toute anticipation et donc de toute validation sociale, puisqu'il est dit inconditionnel. Les valeurs d'usage issues de l'activité libre (par exemple le lien social ou le travail dans la sphère domestique) échappent donc au domaine de la valeur dès lors qu'on définit, à l'instar de Marx, celle-ci comme une quantité de

---

<sup>3</sup> « Pourquoi le revenu de base n'existe toujours pas ? », 3 juin 2016. <http://www.franceculture.fr/emissions/pixel/pixel-vendredi-3-juin-2016>

<sup>4</sup> Voir notamment deux précédentes chroniques : « L'hélicoptère pour un capitalisme hors-sol », 12 avril 2016, et « Alerte ! Le créationnisme monte en économie », 15 mai 2016. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2016/04/12/lhelicoptere-pour-un-capitalisme-hors-sol> <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2016/05/15/alerte-le-creationnisme-monte-en-economie>

<sup>5</sup> Que l'on m'excuse de rappeler que cette idée est argumentée en détail dans mes deux derniers livres, *La richesse, la valeur et l'inestimable* (2013) et *Les feuilles mortes du capitalisme* (2014). Je ferai part prochainement de ma réponse à un économiste qui vient d'essayer de réfuter ma thèse. Affaire à suivre.

travail socialement validé. Affirmer le contraire, comme le font tous les théoriciens du revenu d'existence, revient à épouser les thèses néoclassiques omniprésentes dans la pseudo-science économique.

### **Revenu minimum ou salaire minimum : un choix stratégique**

À droite, les libéraux favorables au revenu minimum proposent 500 € par mois en supprimant une part de la protection sociale actuelle.<sup>6</sup> On peut craindre la misère pour les retraités et la porte ouverte aux fonds de pension. Denis Clerc a montré que cela provoquerait une redistribution à l'envers, dont seule le décile des ménages les plus riches profiterait.<sup>7</sup>

À gauche, avec 800 € (mais moins que le seuil de pauvreté à 833 €) en conservant la protection actuelle qui est de l'ordre de 650 milliards € par an, on atteindrait tout le revenu disponible annuel des ménages, c'est-à-dire environ 1300 milliards € : c'est proprement infaisable. Dans les deux cas, le piège libéral se refermerait si le salaire minimum baissait dans les entreprises.

La preuve est donnée par la Finlande qui veut expérimenter le revenu universel au moment où elle applique un plan d'austérité draconien : travailler 24 heures de plus dans l'année sans hausse de salaire pour 80 % des salariés, hausse des cotisations sociales payées par les salariés et baisse de celles des employeurs, baisse de 30 % de la rémunération des congés payés des fonctionnaires, gel des salaires dans le secteur privé, encouragement au travail précaire à temps partiel.<sup>8</sup>

Les libéraux malins s'engouffrent dans cette voie. Ils nous obligent à choisir entre revenu minimum et salaire minimum avec les droits associés à ce dernier.

---

<sup>6</sup> M. de Basquiat, G. Koenig G., *Liber, un revenu de liberté pour tous*, Paris, L'Onde, Génération libre, 2014.

<sup>7</sup> D. Clerc, « Financer le revenu de base : les dangers du Liber », *L'Économie politique*, n° 67, juillet 2015, p. 19-33.

<sup>8</sup> Voir M. Charrel, « La Finlande va travailler plus pour relancer son économie », *Le Monde, Éco&entreprise*, 7 juin 2016.